



Conférence sur le désarmement et le développement : un défi pour les participants

À la demande de l'Assemblée générale, une « Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement » s'est tenue à New York, du 24 août au 11 septembre 1987, avec la participation de 150 États, dont le Canada. Les États-Unis en étaient absents.

Conduite par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark, la délégation canadienne comportait notamment des députés, des hauts fonctionnaires et des représentants d'organisations non gouvernementales canadiennes. M. Clark a eu l'honneur de prononcer l'allocution d'ouverture de la conférence. Soulignant l'importance du désarmement et du développement, qui constituent tous deux des objectifs fondamentaux de la politique canadienne, il a par ailleurs exposé les vues du Canada sur la relation entre ces deux processus et sur les résultats attendus de la conférence.

Devant la grande diversité des approches avancées, il est apparu dès le départ que les participants auraient fort à faire pour résoudre leurs divergences et parvenir à un consensus. Certains ont souligné que la conférence devait se pencher en priorité sur la nécessité d'accroître l'aide au développement apportée aux pays du tiers monde, notamment grâce aux ressources

libérées par le désarmement. D'autres sont allés jusqu'à vouloir faire des efforts de développement un objectif exprès des futures mesures de désarmement. Le Canada, à l'instar de bien d'autres participants, s'en est tenu à l'avis que le désarmement et le développement sont des processus à la fois distincts et complémentaires, cette interdépendance tenant au fait que chacun d'eux contribue à la sécurité et bénéficie de son renforcement.

Malgré quelques cahots, la conférence a réussi à adopter un document final de consensus, et elle est généralement considérée comme un succès. Ayant exprimé d'emblée une approche modérée, le Canada a joué un rôle actif tout au long des travaux.

La conférence a établi que le désarmement et le développement sont deux processus distincts qui s'inscrivent dans une relation plus vaste et fort complexe. Bien que chacun doive être poursuivi de façon indépendante, quel que soit le rythme auquel l'autre progresse, ils contribuent tous deux à la sécurité et en bénéficient à la fois, et c'est là l'essence même de leur corrélation. La sécurité a été définie comme comportant non seulement une dimension militaire, « mais également des aspects politiques, économiques,

sociaux, humanitaires et écologiques, sans compter son importance du point de vue des droits de l'homme ».

La conférence a par ailleurs adopté un Programme d'action visant les objectifs suivants :

- a) « promouvoir une approche fondée sur la corrélation entre le désarmement, le développement et la sécurité »;
- b) « favoriser le multilatéralisme comme cadre international où la relation entre le désarmement, le développement et la sécurité puissent se forger, compte tenu de l'interdépendance des nations et de la communauté d'intérêts »;
- c) « renforcer le rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines interdépendants du désarmement et du développement ».

Le Canada est d'avis qu'il faut compter parmi les principales réalisations de la conférence, d'une part le fait qu'il est désormais généralement reconnu que la sécurité véritable va bien au-delà des étroites considérations militaires et, d'autre part, l'engagement pris par les 150 participants de poursuivre à la fois les objectifs du désarmement et du développement, et d'adopter des mesures appropriées à cette fin.

Allocution du SEAE à la Conférence sur le désarmement et le développement

Le 24 août 1987, M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a prononcé l'allocution suivante à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

« Nous ne discutons pas d'un problème théorique. Il y a dix jours, j'étais au Mozambique où j'ai rencontré des Canadiens travaillant dans des cliniques opérant sous les auspices d'organisations non-gouvernementales et œuvrant à divers autres projets. Chaque jour, ils travaillent sur des projets de développement extrêmement valables, mais qui sont menacés d'être anéantis ou attaqués. Je ne suis pas ici pour dire que les armes sont la cause de ce conflit,

mais lorsqu'une clinique devient une cible, les armes sont alors l'ennemi du développement.

La réussite de cette conférence dépendra de ce que nous ferons et non pas de ce que nous dirons. Il y a eu assez de discussions en ce qui concerne les répercussions néfastes des armes et le besoin de développement. Ce que nous devons chercher à réaliser ici, c'est la coopération pratique et non pas la récrimination mutuelle. Les travaux préparatoires aux réunions ont été encourageants, mais cette atmosphère doit être entretenue si nous voulons assurer le principe selon lequel on devrait dépenser moins d'argent pour l'armement et davantage pour le déve-

loppement, principe que le Canada croit partager avec tous les participants. La question pertinente consiste à savoir de quelle façon nous devons progresser et non pas qui nous devons critiquer.

Notre intention consiste à améliorer la sécurité réelle des nations en particulier et du monde dans son ensemble. Tout progrès apporté au développement et au désarmement représentera une contribution appréciable à la sécurité réelle, mais la relation entre les deux n'est pas simple. Cette conférence se révélera utile dans la mesure où elle cherchera à voir plus loin que l'assertion selon laquelle il suffit de transférer au développement les fonds destinés à l'armement pour trouver une solution aux problèmes